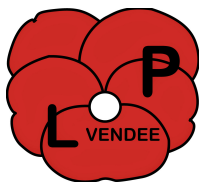


Ligue  
des droits de  
l'Homme

Section de  
Fontenay Luçon  
Sud-Vendée



le planning  
familial 85



## Vendredi 4 décembre- 17h30 Devant la sous-Préfecture de Fontenay-le-Comte Rassemblement : Contre la loi sécurité Globale !

En pleine période de confinement, le gouvernement a maintenu le débat parlementaire de cette loi et soutenu une procédure accélérée d'adoption de cette loi montrant, dans ces circonstances tragiques, ses priorités. Les contre-pouvoirs institutionnels ont été écartés du débat : Ni la Commission Consultative des Droits de l'Homme (CNCDH), ni le Défenseur des droits, ni la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL) n'ont été consultés.

L'Assemblée Nationale a adopté le texte qui constitue une attaque sans précédents aux fondements de l'état de droit : liberté de manifestation, droit à la vie privée, liberté d'expression et d'information.

Cette loi prévoit le **transfert de compétences régaliennes** aux policiers municipaux et aux agents de sécurité privée, en contradiction avec l'article 12 de la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen. Professionnalisation de la sécurité privée et augmentation des pouvoirs des maires en matière de sécurité font craindre un usage des forces de police pour des intérêts privés.

**L'article 21** concerne les caméras portables qu'embarqueront toutes les patrouilles de police et de gendarmerie. L'article systématise l'enregistrement des images simultanées (en direct) et le traitement automatisé des images pour reconnaissance faciale en temps réel des manifestant-e-s.

**L'article 22** : autorise la surveillance par drones. Une telle surveillance entraînerait une capacité de surveillance généralisée de l'espace public, ne laissant plus de place au respect du droit à la vie privée et ne peut avoir qu'un effet coercitif sur la liberté d'expression et de manifestation.

**L'article 24** : vise à empêcher la population et les journalistes de diffuser des images du visage des fonctionnaires de police ou de gendarmerie. Une telle disposition risque d'accroître le sentiment d'impunité des policiers violents et, ainsi, de multiplier les violences commises illégalement contre des manifestant-e-s. Elle fait l'objet de vives critiques de la part de la défenseure des droits et la commission des droits de l'Homme de l'ONU.

Malgré l'annonce par le président Macron de sa réécriture, la menace sur la liberté de presse et la crainte d'une impossibilité effective de filmer les agissements des forces de l'ordre restent d'actualité.

**Dans le même temps**, le parlement vient d'adopter, **dans le cadre de la loi LPPR**, un article condamnant par des sanctions pénales les occupations d'universités : 3 ans de prison et jusqu'à 45 000 € d'amendes. Ce tournant sécuritaire et autoritaire est inacceptable et remet en cause nos libertés.

Malgré la période de confinement, nous refusons d'être bâillonné-e-s.

Nous appelons les citoyen-ne-s à venir nous rejoindre et exiger le retrait du projet de loi dans son ensemble (dans le respect des gestes barrières, port du masque obligatoire suivant le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020).

Une attestation de déplacement à remplir est à télécharger ici

<https://cgt.fercsup.net/IMG/pdf/attestation-de-deplacement-derogatoire-manif.pdf>

Vous la présenterez sur demande des gardiens de la paix, accompagnée de l'appel à manifester.

Rassemblement déclaré en préfecture.